

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.
 DÉPARTEMENTS et ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.
 ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.
 ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, 38, Lombard Street, E. C.
 AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 15 fr. 50.
 — Le numéro... 15 centimes.
 DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.
 — Le numéro... 20 centimes.

INSERTIONS :

ANNONCES... 1 fr. 50 la ligne
 Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co
 Place de la Bourse, 8
 ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12
 Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

APRÈS BOURSE

QUATRE HEURES

3 0/0	81 25	Haussé	Baisse
3 1/2 amortiss. .	83 55	»	»
4 1/2 0/0 1883 .	109 90	»	»
Cons. anglais .	100 1/8	»	1/16
Italie .	96 05	»	»
Flor. autric. (or).	90 1/4	»	1/2
Esp. Extér. nouv.	56 1/2	2/8	»
Egyptien 6 0/0 .	333 75	»	»
Ch. Égyptiens .	455	»	2 50
Turc 4 0/0 (nouv.)	16 60	»	»
Banque ottomane	543 75	»	1 25

DERNIER AVIS

Nous remercions Messieurs les sénateurs, Messieurs les députés, et les lecteurs de la Patrie qui nous ont envoyé aussitôt des demandes et des listes d'abonnements d'élections.

Tous ces abonnements sont exactement servis, et nous ne doutons pas de leur favorable influence sur le résultat que nous attendons prochainement.

Cependant, pour assurer davantage ce succès, nous prions de nouveau ceux de nos amis politiques qui ne l'auraient pas encore fait de nous envoyer sans retard les listes des personnes auxquelles ils désiraient faire servir LA PATRIE, au prix de propagande de

CINQ FRANCS

seulement par abonnement jusqu'à la fin de la période électorale.

C'est un dernier appel que nous adressons aussi à tous les conservateurs soucieux de faire une propagande utile, patriotique, et qui a surtout pour but de défendre les intérêts de notre cher pays si criminellement sacrifiés.

PARIS, 17 SEPTEMBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

LE COLONEL HERBINGER

(De notre correspondant particulier.)

Une lettre privée datée d'Hai-Phong nous annonce l'arrivée en rade de cette ville du transport la Girondo, portant à son bord le lieutenant-colonel Herbinger.

La décision prise par le ministre de la guerre d'envoyer au Tonkin le plus mauvais effet.

On craint, dit la lettre que nous citons, que l'enquête à laquelle il va être procédé ne révèle bien des susceptibilités et n'amené de nombreux froissements parmi les officiers et surtout parmi les officiers supérieurs qui faisaient partie de l'ancien corps expéditionnaire.

Certes, ajoute notre correspondant, le colonel Herbinger n'a pas que des amis, mais ses partisans sont beaucoup plus nombreux ici que ceux qui voudraient le rendre entièrement responsable de l'échec de Lang-Son.

Dans ces conditions, on peut se demander s'il était bien nécessaire de revenir sur cet incident et d'ouvrir une enquête qui, de l'avis de tous, ne peut aboutir à aucune sanction pratique.

INTÉRIEUR

La nouvelle qui a couru du retour de M. Grévy à Paris, est inexacte. M. Grévy se soucie peu des événements de la politique intérieure ou extérieure. La villégiature avant tout.

Le ministre de la guerre a reçu du général de Courcy une dépêche contenant des renseignements sur la situation de Hué.

Cette dépêche sera communiquée par le général Campon au conseil de cabinet qui aura lieu aujourd'hui à deux heures.

L'amiral Galibier n'est attendu que demain à Paris.

L'agence Havas nous communique la note suivante :

« Contrairement à la nouvelle récemment donnée par un journal du matin, il est inexact que la France ait réclamé au Maroc la cession de l'oasis de Figuig. »

Brest, 16 septembre.

Le d'Estaing, qui est rentré hier, a rencontré le Bayard, qui fait route des Salins-d'Hyères pour Brest.

Tout va bien à bord du Bayard.

Privas, 16 septembre.

L'évêque de Viviers, Mgr Bonnet, accompagné de M. Boyron, son vicaire général, a visité Saint-Alban et a prodigué les consolations et les secours aux cholériques.

Il n'y a pas eu dans cette commune de cas nouveaux depuis le 13, mais il y a eu 3 décès, ce qui porte à 23 le chiffre total depuis le 2 septembre.

Il y a encore 7 malades, dont 1 est dans un état très grave. Les autres sont presque convalescents.

Deux cas de choléra sont signalés à Vallon.

EXTÉRIEUR

New-York, 16 septembre.

Le bureau météorologique du New-York Herald communique l'information suivante :

« Une faible dépression, mais d'une grande

étendue, et deux tempêtes qui sont actuellement de l'autre côté de l'Atlantique, amèneront probablement des troubles dans le temps de l'Angleterre, de la France et de la Norvège, entre le 19 et le 21.

Madrid, 16 septembre, 6 h. 45, soir.
 La Epoca félicite l'empereur Guillaume des paroles pacifiques qu'il a prononcées à Carlsruhe, en recevant les ambassadeurs.
 Le même journal dit que MM. Vega de Armijo et Sagasta ont l'intention de provoquer un débat sur le voyage du roi Alphonse en Allemagne, qu'ils n'ont jamais, disent-ils, conseillé.

Madrid, 16 septembre.
 Il y a eu, aujourd'hui, à Madrid, jusqu'à trois heures de l'après-midi, 5 cas de choléra. Aucun décès n'a été constaté.

Madrid, 16 septembre.

Les journaux ministériels confirment que l'Angleterre ne peut pas cause commune avec l'Allemagne dans l'affaire des Carolines et qu'elle a seulement offert sa médiation.

L'Espagne doit répondre aujourd'hui à la communication de l'Angleterre.

L'on fortifie les îles Chafarinas sur les côtes du Maroc.

Madrid, 17 septembre.

La Correspondencia dément que 57 Allemands aient occupé l'île Pouapi (Carolines).

Le roi étant légèrement indisposé, le conseil des ministres s'est ajourné à demain.

Le vapeur San Quintin est arrivé à Manille, ayant à bord M. Babriles, gouverneur militaire d'Yap.

Deux hôpitaux ouverts aux cholériques viennent d'être fermés à Madrid.

Beaucoup d'émigrants reviennent.

Berlin, 16 septembre.

La nouvelle donnée par les journaux, d'après laquelle les réservistes de la marine ne seraient pas renvoyés dans leurs foyers, ne s'applique qu'aux troupes se trouvant sur les navires qui sont stationnés à l'étranger, troupes dont le renvoi est par conséquent impossible.

Londres, 16 septembre.

La grève des ouvriers des usines Armstrong à Newcastle s'est terminée aujourd'hui.

Les grévistes ont accepté la transaction proposée.

Le travail reprendra demain.

Vienne, 16 septembre.

Le Fremdenblatt annonce que le capitaine Potter des Echelles a été condamné par le tribunal militaire suprême à la dégradation et à un an de prison, pour avoir violé les règlements militaires en communiquant à des étrangers des pièces qui devaient rester secrètes.

Saint-Petersbourg, 17 septembre.

Le Journal de Saint-Petersbourg, faisant allusion aux paroles adressées à Carlsruhe par l'empereur Guillaume au corps des volontaires brandebourgeois, paroles exprimant l'espoir que ce corps n'aurait pas de longtemps l'occasion d'appliquer en temps de guerre les connaissances qu'il a acquises, insère la réflexion suivante :

« Les peuples sont toujours d'entendre des vœux semblables exprimés du haut d'un trône. L'Allemagne, tout particulièrement, saura gré à son vénéralable souverain de prêter de toutes les occasions pour proclamer la politique de paix qui est suivie par son gouvernement comme par les alliés. »

Bucharest, 16 septembre.

M. Ciuren, directeur-proprétaire de l'Indépendance roumaine, a été expulsé de la Roumanie, qu'il devra quitter dans les vingt quatre heures. Son père est également expulsé.

M. Ciuren est Roumain de Transylvanie.

INFORMATIONS

Il se confirme qu'après le départ de Chine de M. Patenôtre, M. Cogordan sera placé à la tête de notre légation de Pékin, d'abord comme chargé d'affaires, et ensuite comme ministre plénipotentiaire.

M. de Freycinet n'aurait même chargé ce diplomate de négocier le traité de commerce avec la Chine que pour lui « faciliter » son avancement.

L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux.

Or, M. Cogordan n'est pas seulement l'ami : c'est le genre de M. Duclerc, ex-président du conseil, ex-ministre des affaires étrangères, et qui a toujours le bras long au quai d'Orsay.

M. Camille Barrère, ministre plénipotentiaire, chargé de diriger notre consulat au Caire, s'est enfin décidé à regagner son poste.

Pour lui faire prendre cette résolution, il n'a pas fallu moins qu'un ordre formel du ministre des affaires étrangères.

On doit ajouter que cet effort de notre représentant ne sera pas de longue durée. M. Camille Barrère reviendra en octobre pour prendre part aux travaux de la commission internationale chargée d'élaborer le projet de règlement relatif à la neutralité du canal de Suez.

Ces allées et venues étiées à la charge du gouvernement, il est permis de se demander s'il ne serait pas possible d'en diminuer le nombre ?

Le préfet de la Seine sera de retour au Pavillon de Flore à la fin de la semaine.

On lit dans un journal radical :

On assure que l'incident du drapeau rouge à Lyon, en raison de son caractère clandestin et de son insignifiance, n'aura pas de suite.

Des instructions très précises ont été en-

voies aux autorités au sujet de ce genre de manifestations.

Comment clandestin ? Mais c'est en pleine rue que le drapeau rouge a été déployé. Comment insignifiance ? Mais on a crié : Vive la Commune !

Il serait plus juste d'avouer que l'on n'a pas osé poursuivre, de peur de mécontenter les révolutionnaires de Lyon et autres lieux.

Nous voudrions bien savoir ce que dirait M. Allain-Targé si des bonapartistes arboraient un drapeau surmonté de l'aigle aux cris de « vive l'Empereur ! »

AVIS AUX ÉLECTEURS

La diminution des recettes budgétaires

Les Chambres ont voté, pour l'année 1885, un budget qui, à quelques francs près, s'aligne en recettes et en dépenses.

Mais les faits accomplis depuis lors sont venus rompre ce soi-disant équilibre.

D'une part, les dépenses excèdent de beaucoup les prévisions.

D'autre part, les recettes se présentent en diminution sensible.

Pour ce qui concerne spécialement ces dernières, les états de comptes arrêtés au 30 juin fournissent les constatations suivantes :

Les recouvrements opérés sur les impôts indirects ont donné, comparativement aux évaluations budgétaires, une moins-value de 19 millions 773,000 francs.

La taxe des valeurs mobilières a donné, de son côté, en regard aux prévisions de la loi de finances, une infériorité de produit de 1 million 838,000 francs.

Il en résulte que le déficit sur les recettes du premier semestre de l'exercice en cours atteint la somme importante de 21 millions 611,000 francs.

D'après ces bases, les recettes ordinaires du budget présenteraient, à la fin de l'année, un déficit de 42 à 43 millions de francs, qui viendra grossir d'autant la Dette flottante.

ÉCHEC AUX RÉPUBLICAINS

Dame Marianne vient de recevoir un camouflet à Rambouillet :

Sur une question de groupe scolaire, devant coûter 127,000 francs, quelques conseillers ayant rendu des élections inévitables en donnant leur démission, les élections ont eu lieu dimanche dernier.

Sur 536 votants, les conseillers démissionnaires ont obtenu de 431 à 450 voix.

A la suite de cet échec, le maire et les deux adjoints ont donné leur démission et ils seront suivis dans leur retraite par d'autres conseillers.

LES CATHOLIQUES ET LES ÉLECTIONS

L'un des caractères particuliers des élections qui vont s'accomplir le 4 octobre, c'est qu'elles marqueront inévitablement l'une des phases critiques de la destinée du catholicisme en notre pays. Suivant que les idées républicaines l'emporteront en crédit, ou que les idées conservatrices, sur les idées conservatrices, la paix religieuse sera ou ne sera pas sauvegardée en France.

Supposons qu'une grosse majorité obtenue permette aux républicains d'appliquer leurs doctrines touchant les rapports de l'Eglise et de l'Etat, le moins que nous puissions nous attendre à subir est la suppression du budget des cultes ou la dénonciation soudaine du Concordat. Or, il n'existe pas, dans le monde politique, un seul homme de bon sens qui envisage cette double éventualité de sang-froid, sans être agité d'un frisson de crainte.

Ce qui le prouve, c'est que les discours des deux seuls ministres républicains qui aient cru devoir manifester leur pensée à la veille des élections roulent presque exclusivement sur la question religieuse. M. Brisson et M. Allain-Targé, athées reconnus, dans l'apologie de leur propre conduite, qu'ils ont cru devoir dédier à leurs électeurs d'autrefois, se sont étendus sur ce sujet avec une abondance infaillible. Leurs discours récents sont des thèses de droit canon... soutenues par des ignorants.

Que pourrait-on faire à l'Eglise pour avoir l'air de la persécuter, sans la blesser trop grièvement et surtout sans qu'elle se plaignît ? C'est là ce que M. Brisson et M. Allain-Targé se demandent aujourd'hui, avec une anxiété que leur inconscience rend, à la rigueur, très excusable.

Le problème religieux est, par conséquent, l'un des plus graves qu'ait posés la politique républicaine.

L'attitude des catholiques en face du corps électoral mérite donc d'être notée soigneusement, afin que, quand les résultats électoraux seront acquis, des sophistes intéressés ne viennent pas en traverser la signification.

Jusqu'ici, les sentiments qui doivent animer les électeurs catholiques, en présence de la consultation forcée que les pouvoirs publics demandent au pays, se sont traduits par un petit nombre de documents dont les principaux sont le Manifeste des Treize, qui porte la signature des conservateurs de tous les partis et la lettre de M. de Mun, publiée avant-

hier par tous les journaux religieux. On peut considérer ces deux documents comme le résumé des desiderata des catholiques. Or, quelle est la doctrine commune qui se dégage de leur texte ? C'est que les catholiques se réclament du droit commun.

Plus de privilèges ! L'Eglise en avait autrefois, non-seulement sous l'ancien régime, mais sous le régime de la Constitution civile du clergé, c'est-à-dire avant le Concordat conclu par Napoléon Bonaparte. Elle a fini par s'apercevoir que le privilège détruisait son prestige moral auprès des populations, et plus que jamais elle répudie le système et la doctrine du privilège.

Le droit commun ! Voilà ce qu'elle demande. Elle sait ce que la pratique du droit commun a fait pour elle en Amérique, où elle est devenue une puissance politique, précisément parce qu'elle ne s'y occupait pas de politique. Elle voit ce que la pratique du droit commun fait pour elle en Angleterre, où depuis un quart de siècle les conversions éclatantes se comptent annuellement par milliers.

Le droit commun, donc ! Voilà ce que réclame l'Eglise. Elle le réclame aux républicains, comme, le cas échéant, elle le réclamerait aux conservateurs. Mais les républicains ne peuvent le lui donner, tandis que la fraction des monarchistes qui a hérité des traditions du Concordat le lui donnerait sans hésitation et ne pourrait logiquement le lui refuser.

Le droit commun, pour l'Eglise, comporte la liberté d'association. Il faudrait, si les républicains voulaient entrer dans cette voie, qu'ils se dégageassent ; qu'ils abandonnassent la politique des décrets de Mars ; qu'ils reconnussent dans chaque association religieuse, quelle qu'elle fût, une personnalité civile.

Le droit commun, pour l'Eglise, comporte la liberté de réunion. Les républicains qui sont actuellement au pouvoir ne l'accorderaient-ils à leurs adversaires ? L'accorderaient-ils à leurs adversaires ?

Le droit commun, pour l'Eglise, comporte la liberté de conscience. Les républicains ne l'ont-ils pas violée et ne la proscrivent-ils pas de la façon la plus flagrante, par les lois scolaires qu'ils ont mises en vigueur ?

Le droit commun pour l'Eglise et la durée de la République sont donc inconciliables.

Cette vérité ressort à la fois de la situation présente faite à l'Eglise et des déclarations des ministres républicains qui parlent au nom de l'Etat.

Toutefois, il nous paraît tout à fait indispensable de constater que dans leurs revendications les plus violentes et les plus justement alarmées les catholiques ne vont pas au delà des limites essentielles, qu'ils ne demandent rien autre chose que le droit commun.

Le système des compensations à offrir aux blackboulés républicains du suffrage universel continue de s'appliquer.

On assure que le premier mouvement judiciaire comportera la nomination de M. Margue, député opportuniste de Mâcon, dont la réélection est fort compromise, au poste de conseiller à la cour de Lyon.

A qui ça portera-t-il bonheur ?

CHRONIQUE ÉLECTORALE

GARD. — Un congrès impérialiste, convoqué par le comité départemental de l'Appel au peuple, s'est réuni le 13, à Nîmes, pour choisir ses candidats.

Le nombre des délégués présents était de plus de 400.

La réunion, présidée par M. Alfred Gardies, ancien conseiller général, a décidé que trois impérialistes figureraient sur la liste conservatrice, et elle a désigné MM. Gardies, Chalmeton et Cazalis de Fondouce.

La liste conservatrice du Gard se trouve donc définitivement ainsi composée :

MM. Denis Chalmeton, Joseph Gardies, Cazalis de Fondouce, de Roux-Larcy, de Bernis.

LA FIN DE L'OPPORTUNISME

Parmi les faits qui se dégagent peu à peu de la lutte électorale actuellement engagée, le plus saillant, jusqu'à présent est l'effondrement de l'opportunisme.

Tous les renseignements que nous recevons s'accordent sur ce point, et, dans tous les départements, l'opinion publique s'éloigne avec une juste indignation de cette faction égoïste et misérable, qui a réduit le pays au malheureux état où nous le voyons, et qui, après tant de promesses, n'a su produire que la misère et la guerre.

L'opportunisme n'a gouverné que pour faire des places et des rentes à ses créatures ; il a sacrifié sans honte et sans pitié, pour satisfaire l'avidité de la bande dont M. Jules Ferry reste le triste chef, tous les intérêts français, à l'intérieur comme à l'extérieur, et c'est ce que les électeurs sont cette fois bien résolus à faire justice le jour du scrutin.

Ce ne sont d'ailleurs pas seulement nos correspondants qui nous révèlent ces bonnes dispositions du corps électoral. Nous avons aussi les aveux des opportunistes eux-mêmes. Ceux-ci reconnaissent que leur temps est passé, et que la

pression administrative faite en leur faveur, si excessive soit elle, ne peut plus les sauver ; ce sentiment d'effroi transpire dans les comptes rendus désespérés que la République française consacre aux voyages de M. Clémenceau, et dans les précautions que l'on prend pour empêcher que les réunions électorales — non opportunistes — se tiennent en plein air.

Mais voici qui précise mieux encore la situation. M. Joseph Reinach, un des disciples préférés de Gambetta, vient de faire paraître une brochure qu'il intitule le Ministère Clémenceau ; il examine ce qui se passera logiquement s'il y a à la Chambre prochaine une majorité d'extrême gauche : le ministère Brisson disparaît ; M. Grévy, naturellement, appelle M. Clémenceau aux affaires... Voilà ce que M. Joseph Reinach entrevoit, considérant comme imminente, lui opportuniste, la fin de l'opportunisme.

C'est bien l'opinion générale dans son parti.

Le Siècle n'en fait pas mystère, et il dit fort nettement que « peut-être M. Reinach ne s'est-il trompé que sur l'heure » ; il ajoute que cette brochure est « malheureusement trop utile à méditer » et que, s'il est possible d'admettre que « le » ministère Clémenceau ne sera point » de ce monde en l'année 1885, on doit » le prédire pour l'année prochaine, » comme on peut prédire qu'il durera » peu, et qu'il sera suivi à brève échéance » d'élections nouvelles. »

Ainsi les opportunistes — et c'est eux-mêmes qui le reconnaissent — ont conduit la France au radicalisme. Leur œuvre déplorable est sur le point d'être terminée, ils publient qu'ils sont finis, qu'ils s'en vont, et la brochure de M. Joseph Reinach est une brochure P. P. C.

La candidature officielle

On signale la lettre suivante, qui a été adressée à tous les conseillers municipaux des environs de Saint-Aignan :

Saint-Aignan, le 7 septembre 1885.

Monsieur,

Au nom du conseil municipal de Saint-Aignan, j'ai l'honneur de vous inviter à assister à l'inauguration de l'école primaire supérieure de garçons.

Cette cérémonie aura lieu le dimanche 20 septembre courant, à une heure, sous la présidence de M. le ministre de l'instruction publique ou de son délégué, assisté de M. le préfet de Loir-et-Cher, de MM. les sénateurs et députés du département et d'un grand nombre de notabilités.

Le Maire,

C. RAGOT.

Le ministre de l'instruction publique et le préfet de Loir-et-Cher doivent paraître à cette inauguration, entourés des quatre candidats opportunistes du département, dont ils auront l'air de recommander aux électeurs.

Ce qui n'empêche pas M. Goblet de dire, comme ses collègues, qu'il ne fait pas de candidature officielle.

ÉCHOS

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 17 SEPTEMBRE

La température baisse sur l'Ouest et le Nord de l'Europe.

En France, de violents orages, accompagnés de fortes chutes de pluie, ont éclaté sur les côtes de la Manche et de l'Océan.

Hier, à Paris, la journée a été belle.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANCHE. — Vent des régions N. et S., faible à modéré ; mer agitée.

Océan. — Vent d'entre N.-O. à S.-O., faible à modéré ; mer agitée.

MÉDITERRANÉE. — Vent d'entre E. et S., faible modéré ; mer belle.

Aujourd'hui, 17 septembre, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Queslin, 1, rue de la Bourse, marquait :

A sept heures du matin..... + 19 °/5

A onze heures du matin..... + 22 °/5

A deux heures du soir..... + 22 °/5

Température la plus basse de la nuit + 17 °/5

Le baromètre est à 760 millimètres.

Dans plusieurs départements, les programmes des candidats portent la suppression des trésoriers-payeurs généraux et celle des receveurs particuliers des finances.

hipocrisies qui se commettent quotidiennement dans le jardin réservé des Tuileries...

Le peuple souverain qui, maintenant, est autorisé à s'y promener la nuit, non seulement s'amusait en arrosant les plantes et les arbustes, mais encore à mutiler les statues.

C'est ainsi qu'il y a deux jours, on a pu constater qu'un doigt de la main gauche de la statue de Léonard avait été brisé la nuit précédente.

La ville de Paris a été l'Etat, le 15 février 1877, pour une période de neuf années, le square des Tuileries, et à la fin de ce bail, c'est-à-dire le 15 février 1886, il est plus que probable que ce contrat sera renouvelé.

Pourquoi, à cette époque, l'Etat n'exigerait-il pas de la ville de Paris que celle-ci s'engageât, par le nouveau bail, à clore les jardins réservés au moyen d'une grille, ce qui ne coûterait pas plus d'une quarantaine de mille francs et mettrait un terme aux déprédations et aux scandales que tous nos confrères signalent ?

En présence de ces actes de vandalisme, on assure que le directeur du musée du Louvre, voyant que la police ne veut rien faire, est décidé à faire reprendre toutes les statues qui dépendent de son administration.

Espérons qu'il ne sera pas forcé d'en arriver là.

Il est bien facile de faire quelques bonnes rades dans le jardin et de le purger une bonne fois de toute cette vermine qui l'envahit depuis trop longtemps déjà.

L'Association des Dames françaises pour les secours aux militaires blessés et malades vient d'obtenir, à Beauvais et à Amiens, le diplôme d'honneur.

On annonce la mort du patriarche arménien de Jérusalem, Essai. Ce prélat est décédé à la suite d'une longue maladie qu'il avait contractée lors de son dernier séjour à Constantinople.

Le délai de dépôt de tableaux pour le concours Troyon expirait hier à quatre heures.

Le sujet proposé par l'Académie des Beaux-Arts était la fable de La Fontaine, *Le Loup et l'Agneau*.

Les concurrents sont au nombre de quarante-trois.

Un excellent projet qui, nous l'espérons, sera adopté, vu son but vraiment humanitaire.

L'administration de la Ville de Paris va être saisie prochainement d'un projet de création de *l'aiteries municipales*.

Cette création aura pour but de donner à un prix très modique du lait absolument pur aux mères de famille qui élèvent leurs enfants au biberon, et pour résultat de diminuer la mortalité infantile.

Nous avons annoncé la nomination de M. le lieutenant-colonel Aubry, au grade de colonel et à la direction du génie d'Amiens. Cette promotion n'a rencontré que des approbateurs, surtout à Paris ; on se rappelle, en effet, que le sympathique officier a occupé longtemps au bureau de recrutement de la Seine d'importantes fonctions, et qu'il les a remplies avec un tact et une courtoisie appréciés de tous.

La librairie Calmann Lévy vient de faire paraître un volume de M. Théophile Gautier fils : *La baronne Véra*. Ce nouveau roman ne se recommande pas moins par la finesse et la profondeur de l'analyse, que par l'intérêt dramatique. L'auteur, qui porte dignement un nom illustre, possède à la fois un art accompli du récit, et une connaissance intime du tempérament féminin ; aussi, les diverses héroïnes qu'il met en scène, à travers les péripéties d'une action des plus émouvantes, sont-elles autant de créations également remarquables de vie et de vérité.

LE MEETING DU CIRQUE D'HIVER

La réunion tenue hier soir au Cirque d'hiver par les conservateurs parisiens a été des plus orageuses.

Puis de trois mille personnes remplies dans la salle. Près de deux mille, munies de cartes, sont restées dehors.

A peine M. Calla, député de la Seine, président de la réunion, avait-il commencé son allocution, que de bruyantes interruptions se sont fait entendre. Il venait de prononcer cette phrase : « Je vais vous dire la pensée qui préside au grand devoir que nous accomplissons en nous présentant devant le suffrage universel », lorsque de violentes protestations ont été faites par un groupe placé au premier rang, près du bureau.

— Vous n'y croyez pas au suffrage universel ! s'écrie le groupe.

Il résulte de cette interruption un tumulte effroyable.

— La porte ! crie-t-on de toutes parts. N'écoutez pas la cabale, écoutez l'orateur ! dit un membre du bureau.

« Lors du Congrès, nous avons été au premier rang parmi les défenseurs du suffrage universel, poursuit M. Calla. »

— Jamais ! crient les interrupteurs.

— Enlevons-lui l'écluse la salle.

Le tumulte devient général.

Le citoyen Rouillon, anarchiste bien connu, c'est-à-dire en hercule, qu'on dirait échappé des barreaux de la foire de Saint-Cloud, se faisait surtout remarquer par la violence de ses protestations. Il avait pris place aux secondes et dès que les blanchistes, aux vareuses blanches, l'avaient vu menacer d'expulsion, ils étaient venus lui faire un rempart de leur corps. Personne, d'ailleurs, n'osait en approcher. L'ampleur de ses mains était bien faite pour tenir à distance les plus audacieux.

« Au bout de trois quarts d'heure de lutte, M. Calla put enfin continuer et achever son allocution au milieu du bruit. »

M. Hervé, directeur du *Soleil*, essaie, à son tour, de se faire entendre ; mais M. Calla agit inutilement sa sonnette.

Les clameurs des anarchistes redoublent. Après une longue attente, M. Hervé arrive péniblement à prononcer quelques bribes de son discours sur la politique regrettable du gouvernement actuel.

Il est neuf heures et demie. L'agitation est à son comble. On expulse à droite et à gauche quelques perturbateurs. L'un d'eux rentre dans la salle au bout d'un instant en agitant son mouchoir teint de sang.

Enfin, M. Leroille, conseiller municipal,

vient avec son organe vigoureux dominer le tumulte. « Il s'est élevé, dit-il, de tous les côtés de la France un grand cri de misère. » Au tableau que l'orateur fait de notre situation présente, les anarchistes répondent par le cri de « vive la Commune ! »

Aussi, lorsque M. Denys Cochin, dont la figure franche et ouverte était bien faite pour lui concilier les sympathies de l'assemblée, est venu remplacer M. Leroille à la tribune, il n'a pu s'empêcher de dire que dans les rares interruptions qui avaient accueilli les paroles de celui-ci, il croyait entendre crier : « Vive le déficit ! vive la banqueroute ! vive la misère ! »

Parlant de la triste situation de notre budget, M. Cochin a dit que si le Tout-Puissant a fait quelque chose de bien, les opportunistes ont fait de quelque chose rien.

Il cite ensuite quelques sentences des gens du parti qui nous gouverne.

M. Thiers, que beaucoup de personnes ont appelé le père de la République et qui, aujourd'hui, reconnaît difficilement sa fille, a dit que la République serait conservatrice ou ne serait pas ; M. Madier de Montjan, qu'elle serait radicale ou ne serait pas ; M. Jules Ferry, qu'elle aurait un empire colonial et serait libérale ou ne serait pas ; M. Waldeck-Rousseau la voudrait autocratique.

Sur la première hypothèse, tout le monde n'est pas d'accord ; sur la seconde : elle ne sera pas, l'orateur croit, en effet, que la République ne vivra pas, car si ce régime dure encore longtemps, ce sera fini du crédit, des finances, de l'honneur de la France.

Plusieurs salves d'applaudissements ont salué cet éloquent discours, qui a ramené le calme dans l'auditoire.

Lecture a été donnée ensuite de la liste des candidats conservateurs du département de la Seine, liste que nous avons publiée hier, et l'assemblée s'est séparée aux cris de « vive la France ! vive la Liberté ! »

LE CONFLIT HISPANO-ALLEMAND

Tout ce que nous avons annoncé se confirme.

Les bruits de guerre répandus à plaisir étaient du domaine de la fantaisie. Nous n'en voulons pour preuve que la communication officielle que voici :

« Dans une réunion préliminaire tenue hier soir par les représentants des Etats confédérés, les membres du gouvernement impérial ont donné à entendre que jamais on n'avait craint de voir dégénérer en hostilité le différend avec l'Espagne. »

Le bruit que des mesures avaient été prises pour une mobilisation éventuelle des équipages de la flotte a été démenti.

Donc, tout est dit de ce côté.

Reste l'œuvre de la diplomatie, qui s'opérera plus ou moins lentement, avec des alternatives d'accord et de désaccord, mais qui s'opérera, soit par voie d'arbitrage, soit par voie de congrès, ou plutôt de conférence. Ce dernier moyen conviendrait mieux à l'Espagne, qui, en cas d'échec, subirait une humiliation moins grande, et recevrait certainement une compensation.

La note espagnole

C'est lundi dernier que la note espagnole a été remise au comte de Benomar, ainsi que la lettre d'excuses, pour être transmises au gouvernement allemand.

Le comte Herbert de Bismarck n'a pas voulu recevoir la lettre d'excuses, afin de ne pas marquer la démarche imposée au ministre espagnol, renvoyant au lendemain la réception du memorandum, qui ne fut remis qu'hier, et envoyé directement à Varsie.

La *Epoca* a publié le memorandum. Le gouvernement y explique longuement ses droits.

L'Espagne proteste contre l'occupation des Carolines par des navires allemands, combat les prétentions de l'Allemagne, allègue des droits anciens et celui de l'occupation occupant, s'efforce de détruire les allégations allemandes, affirmant que les Carolines n'ont aucun propriétaire, contrairement à l'Allemagne d'abandonner ces îles à l'Espagne, dont la souveraineté est indiscutable.

La population a fort bien accueilli cette publication. La susceptibilité castillane s'est calmée et les agitateurs ont subi le contre-coup de l'apaisement des esprits ; et si l'on ne peut pas affirmer que tout soit terminé, on peut dire que tout est en voie de l'être.

JOURNAUX ET REVUES

Aveux du *Journal des Débats* :

Quant à ce mot de « concentration républicaine », nous n'en connaissons pas de plus vide. Il n'a jamais rien voulu dire : employé aujourd'hui, il a tout l'air d'une plaisanterie. Comment parler sérieusement de concentration, comment parler de majorité homogène quand l'Union républicaine se présente avec un programme modéré, à côté d'un programme violent, quand l'extrême gauche tend la main aux opportunistes dans un département, et leur tourne le dos dans un autre, quand le ministère lui-même tient un langage raisonnable par la voix de son président, et six jours après, s'adresse à la personne de son ministre de l'intérieur devant la politique radicale des faubourgs de Paris ? Ce qui nous déplaît, ce ne sont pas les divisions du parti républicain ; elles sont naturelles, elles sont nécessaires. Mais nous n'admettons pas que l'on essaye de les cacher sous des équivalences et sous des phrases, et nous nous fâchons du gouvernement une idée assez élevée pour croire qu'il ne devrait pas se prêter à cette comédie.

Le *Salut public* raconte l'incident suivant qui s'est produit au conseil municipal de Lyon.

La séance se terminait languissamment, quand M. Bartolino a demandé la parole pour un fait personnel.

Le fait personnel était celui-ci :

La semaine dernière, un journal hebdomadaire accusait M. Bartolino d'avoir occupé des fonctions subalternes dans une maison mal fameuse du quartier de la Croix-Rousse.

Nous devons dire que cette accusation avait déjà été formulée dans le public et que l'on avait même annoncé que M. Bartolino s'était adressé au parquet.

Cette nouvelle était d'ailleurs inexacte. Quel qu'il en soit, en arrivant au conseil municipal, M. Bartolino trouva le journal accusateur placé dans le vestibule de la salle des séances.

Il placarda à côté de la réponse suivante dont le *Nouveliste* garantit le texte et l'orthographe :

« Ceux qui ont affichés les insinuations de

Tintamarre sont des malhonnêtes collègues. »

« Avant de frapper il faudrait prouver. Je me suis toujours tenu à ce principe : qu'il s'agit de se faire connaître s'ils ont du courage. »

« J'offre mon passé et tout ce que l'on voudra. »

On pensait bien que l'aventure ne pouvait pas se terminer sans incident et en voici les détails d'après notre confrère :

M. BARTOLINO. — Je demande à l'administration si c'est avec son consentement que des insinuations proférées contre moi ont été affichées au vestibule du conseil.

Et je demande à celui de mes collègues qui s'est rendu coupable de cette malversation de se faire connaître.

M. BARTOLINO. — Je n'ai nullement à déclarer que j'ai pu aller le journal en question dans le vestibule du conseil.

Pour l'honneur de M. Bartolino et pour la dignité de cette assemblée, il faut mettre un terme à cette étrange situation.

Si les insinuations portées contre M. Bartolino sont fausses, qu'il poursuive l'auteur de ces calomnies.

M. FICHTER. — Une accusation semblable a été portée par un journal contre un membre de la majorité du conseil ; on n'a pas affiché ce journal et on a fait le silence sur ces scandales, parce que le conseil faisait partie de la majorité.

M. BARTOLINO. — J'ai en connaissance des outrages dont on m'accable ; je n'ai pu poursuivre l'auteur de ces « insinuations » ; je suis un pauvre ouvrier, je n'ai pas les moyens d'aller en justice.

M. ROBIN. — Si vous avez besoin d'un avocat, je suis à votre disposition, cela ne vous coûte rien.

M. BARTOLINO. — C'est pour cela que lorsque j'ai eu besoin de votre ministère, vous avez commencé par me demander trente francs.

M. QUIVONNE. — L'incident ne peut et ne doit pas être clos tant que M. Bartolino ne disculpe pas des accusations portées contre lui ; il désigne trois membres de cette assemblée, qui feront une enquête sur ce cas particulier.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est un jury d'honneur que vous demandez là.

M. QUIVONNE. — Parfaitement, monsieur le président.

M. BARTOLINO. — J'accepte ; je laisse le conseil libre de statuer comme il l'entendra ; je compte m'en rapporter à sa décision.

Comme Lyon doit être d'avoir dans son conseil municipal deux hommes qui ont accusé publiquement d'avoir exercé la plus infamie des professions !

— On lit dans le *Mémorial de la Loire* :

M. Levat a été officier d'artillerie, mais il a donné sa démission en 1854, à la veille de la déclaration de guerre entre la France et la Russie.

Déjà opportuniste en 1854, M. Levat !

Dans la séance du 13 avril dernier, au conseil général, une allusion avait été faite par M. de Rochefort à la compétence militaire de M. Levat. Nous rappelons l'incident :

M. DE ROCHEFORT. — Ce que je défends, c'est l'honneur et la vie des soldats, qu'on torture et qu'on tue... car nous faisons la guerre à des sauvages !

M. LEVAT. — Le sort de nos soldats ne vous préoccupe pas beaucoup ?

M. DE ROCHEFORT. — Vous n'avez pas le droit de parler ainsi, monsieur Levat. Le sort de nos soldats me préoccupe, parce que j'ai été soldat, j'ai défendu notre drapeau ! Vous, au contraire, vous ne vous êtes jamais battu, alors qu'en plusieurs occasions vous auriez pu le faire. (Applaudissements dans l'auditoire. — Silence de M. Levat.)

Il faut espérer, ajoute notre confrère, qu'avant la fin de la période électorale, M. Levat se montrera encore dans quelques réunions. S'il continue à y traiter les questions militaires, il se rencontrera peut-être bien quelque jour un auditeur pour lui demander de raconter la campagne de Crimée.

— Gaïetés électorales révélées par le *Figaro* :

M. Jules Ferry sera-t-il nommé dans les Vosges ? Nous l'ignorons. Mais ce que nous savons, par exemple, c'est que sa candidature est combattue à la fois par les conservateurs et par les radicaux.

L'autre jour, un de ces derniers, M. Roncier, désirant avoir les listes des électeurs, adressa dans ce sens une demande au préfet, fonctionnaire nommé par M. Jules Ferry, et qui est resté très dévoué à l'ancien ministre.

Le préfet, paraît-il, accorda la demande, mais M. Roncier fut prévenu, au même moment, qu'il n'y avait pas de liste d'électeurs, et si l'on ne peut pas affirmer que tout soit terminé, on peut dire que tout est en voie de l'être.

Le lendemain, douze individus, trouvés un peu partout dans la ville, ont été choisis — se présentant à la préfecture pour copier les listes.

Mais — ô pudeur républicaine ! on répondit aux envoyés de M. Roncier qu'ils étaient trop mal mis et trop dépenaillés pour entrer dans les bureaux de la préfecture. Et ils eurent beau insister, on les mit bel et bien à la porte.

Quand M. Roncier apprit ce qui était arrivé à ses envoyés et qu'il connut la cause pour laquelle on leur avait refusé l'entrée des bureaux, loin de se déconcerter, il télégraphia aussitôt à une maison de confection de Paris de lui envoyer douze habits noirs, autant de gilets et de pantalons, ainsi qu'un stock de cravates blanches. L'expédition fut faite courrier par courrier, et le lendemain, les douze copistes se présentèrent à la préfecture, à huit heures du matin, en tenue de soirée.

Cette fois, le préfet dut laisser entrer les douze gentlemen.

Faits divers

Le sauvetage du Pont-Neuf.

Hier matin, vers neuf heures, un grand rassemblement s'était formé sur le pont Neuf, pour assister à un sauvetage des plus étonnants.

Un individu corréctement vêtu, âgé de vingt-huit ans environ, venait subitement d'enjamber le parapet du pont et de se précipiter dans la Seine.

Il allait disparaître, lorsque, témoins de cette scène, MM. Victor Jug, imprimeur, rue Visconti, n° 5, et Eugène Viguer, demeurant rue Jadinthe, n° 1, se jetèrent dans le fleuve pour se porter à son secours.

Ils furent assez heureux pour le ramener sain et sauf sur la berge et le porter au poste de secours voisin, où le désespéré a reçu des soins pressés.

Comme il a refusé de faire connaître son nom et son adresse, ainsi que le motif de son acte de désespoir, il a été consigné provisoirement à la disposition de M. Lagallarde, commissaire de police.

La foudre a fait évocation aux deux courageux sauveteurs.

Vois dans les maisons en construction.

Il y a sur les boulevards Bordon et Morand, un certain nombre de maisons en construction qui, comme cela se passe d'habitude, reçoivent chaque nuit la visite de vagabonds.

Cela serait sans importance si les nocturnes visiteurs s'en étaient tenus à cette hospitalité, mais ils emportaient encore la plus grande partie du matériel qu'ils trouvaient dans les maisons.

C'est ainsi que de nombreux lingots de plomb ont disparu subitement.

A la suite de ces vols continus et des plaintes qui furent portées, une descente de police fut décidée. Avant-hier matin, à une heure, plusieurs escouades de la sûreté et un grand nombre de gardiens de la paix, sous les ordres d'un officier de paix, se rendirent dans une maison en construction située boulevard Morand, où il était avéré que des rôdeurs avaient élu domicile.

A la vue des agents qui couraient leur retraite, les vagabonds prirent la fuite et parvinrent au milieu des décombres, en passant entre les agents, à gagner les quais de la Seine, sous le pont d'Austerlitz.

L'un d'eux, cependant, fut arrêté. C'est le chef de la bande, un nommé Louis V..., âgé de vingt-cinq ans, coureur, sans domicile.

Il a refusé de faire connaître le nom de ses complices.

On le trouve sur lui un sac renfermant des effets de M. L..., entrepreneur de maçonnerie.

Louis V..., après interrogatoire, a été écroué au Dépôt.

Tué à la chasse.

Plusieurs commerçants du faubourg Saint-Antoine se livraient, hier soir, à quatre heures, au plaisir de la chasse dans les environs de Romainville.

L'un d'eux, M. Gautier, croyant viser un groupe de perdrix, tira au jugé. Son beau-frère, placé par hasard en face de lui, a reçu la décharge du fusil en pleine poitrine.

Transporté à son domicile, où traités par sa femme et sa sœur, il est mort ce matin à huit heures et demie.

Noyé dans le canal.

Un enfant de douze ans jouait, hier, sur la berge du canal, à la Bastille ; il fit un faux pas et tomba à l'eau.

De courageux sauveteurs se portèrent immédiatement à son secours ; mais, quand ils parvinrent à le ramener à la surface, le pauvre enfant ne donnait plus signe de vie.

L'identité n'ayant pu être établie, le cadavre a été transporté à la Morgue.

Suicide sur le parvis Notre-Dame.

Un rassemblement se formait, hier, place du parvis Notre-Dame, autour d'un individu qui donnait des signes d'aliénation mentale.

Tout à coup, celui-ci s'est donné deux coups de couteau dans le ventre. Il a été transporté mourant à l'Hôtel-Dieu.

C'est un nommé Philippe S..., garçon boucher, âgé de quarante-quatre ans.

Les bas révélateurs.

Une mercière du faubourg Saint-Martin, n° 148 bis, était depuis longtemps victime de vols à l'étalage.

Résolu à faire arrêter le voleur, voici le stratagème qu'elle imagina. Elle mit en étalage des paires de chaussettes auxquelles elle attacha, au moyen d'épingles, de grands bords de femmes défilés.

Un matin de dix heures s'approcha de l'étalage, et, croyant qu'on ne l'observait pas, se saisit rapidement des paires de chaussettes et les cacha derrière son veston.

Malheureusement pour lui, il ne s'est pas aperçu que les bas pendaient le long de ses jambes, et il a été bientôt pris.

Un commissaire de police, qui l'avait vu porter de huit paires de bas et de douze paires de chaussettes, l'a conduit, nommé François F..., à déjà été condamné par loi.

Les deux rivaux.

Une bataille de dames a mis, avant-hier soir, la rue Philippe-de-Girard en révolte.

Une jeune veuve, Mme B..., est employée à l'exposition du travail, qui se tient en ce moment au Palais de l'Industrie.

Elle a comme voisin à l'exposition un nommé... avec lequel elle lie souvent conversation.

Cette conversation n'est sans doute pas du goût de Mme B..., car cette femme a attendu Mme B... lundi soir, au moment où celle-ci rentrait chez elle.

Elle s'est jetée sur elle et, avec l'aide d'une autre femme, sa mère très probablement, elle a crié de coups. Mme B..., dont les blessures sont assez sérieuses pour exiger plusieurs semaines de repos.

Enfant égaré.

Hier, à sept heures et demie, un enfant âgé de sept ans jouait avec des camarades, rue des Pyrénées, à l'angle de la rue des Fades.

Un haquet chargé de futilités, conduit par M. Magnerre, déboucha tout à coup de cette dernière rue et renversa le malheureux enfant, qui s'écrasa.

La mort a été instantanée, et on n'a pu ramener aux parents, demeurant rue des Orléans, qu'un cadavre.

Un caissier infidèle.

Adolphe B..., âgé de vingt et un ans, était entré, il y a quelque temps, en qualité de caissier dans une grande maison de la rue des Jeûneurs ; il se fit d'abord remarquer par une conduite exemplaire.

Depuis, ce qu'on ne savait pas, c'est que ce jeune homme, qui a un frère book-maker, était un hôte assidu des champs de courses, et il est rare de voir l'honnêteté, même la plus grande, tenir tête à la passion de ce jeu.

Aussi, ayant dernièrement perdu beaucoup d'argent, sollicité d'un autre côté par son frère, qui voyait de beaux coups à faire, Adolphe B... n'hésita pas à commettre des faux dans ses écritures ; il détournait la sorte d'argent en acquittant, par procuration, quelques factures qu'il allait toucher sans en verser le montant à la caisse.

Ces irrégularités furent bientôt découvertes : le patron de la maison fit appeler B..., qui, après avoir nié longtemps, se troubla et finit par avouer.

Ce caissier infidèle a été envoyé au Dépôt, en attendant son transfert à Mazas.

Expériences de torpilles.

Des expériences de torpilles ont été faites en Seine, avant-hier, au pont de Courbevoie. La Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée avait envoyé quelques-uns de ses ingénieurs, afin d'expérimenter sur ce point de nouveaux tubes lance-torpilles qui lui ont été commandés par le gouvernement ottoman, et qui ont été construits dans ses chantiers du Havre.

Un grand concours au Palais de l'Industrie.

Un magnifique concours de fleurs, fruits et légumes, s'organise en ce moment au Palais de l'Industrie, pour le 5 octobre prochain.

La durée du concours sera de dix jours ; des diplômes seront accordés aux plus belles expositions ; les emplacements seront accordés gratuitement aux exposants qui devront adresser leur demande au directeur de l'Exposition du travail avant le 25 septembre.

C'est pour l'Exposition du travail un moyen de servir les intérêts de l'une des sources de notre richesse nationale. Il est inutile de faire ressortir aux horticulteurs l'importance de ce concours, à cause de l'affluence des visiteurs de l'Exposition du travail.

M. Pierre Legrand, ministre du commerce ; M. Poublé, préfet de la Seine ; M. Alphonse, directeur des travaux de Paris, inaugureront la section ouvrière samedi prochain, à deux heures précises.

La navigation de la Seine.

On sait combien la navigation à vapeur est gâtée par les rivierains de la Seine.

La petite statistique suivante donnera une idée de la faveur que rencontre à Paris ce mode de locomotion.

Autorisé en 1867, le service des bateaux-omnibus a pris un rapide développement. De 2 millions 500,000 voyageurs transportés en 1868, la circulation a successivement atteint : en 1872, le nombre de 6,455,000 ; en 1876, 10,333,000 ; en 1880, 13,887,000 ; en 1884, 16,844,000. En 1885, le nombre de passagers s'est élevé à 18,428,000 ainsi répartis :

Traverse de

BULLETIN COMMERCIAL

BOURSE DE PARIS DU 17 SEPTEMBRE
(à 15 h. soir.)

Bourse de Paris	
Meille de coton. — Ferme.	
Dispon. 60 75 à 61 25	Nov-Déc. 62 25 à 63 50
Courant. 60 75 à 61 25	1 ^{er} prem. 63 50 à 65 00
Octobre. 61 25 à 62 50	
Meille de lin. — Calme.	
Dispon. 56 75 à 57 25	Nov-Déc. 56 50 à 57 00
Courant. 56 75 à 57 25	1 ^{er} prem. 56 50 à 57 00
Octobre. 56 50 à 57 00	
Meille de chanvre. — Ferme.	
Dispon. 48 75 à 49 25	Nov-Déc. 48 75 à 49 25
Courant. 48 75 à 49 25	1 ^{er} prem. 50 00 à 50 50
Octobre. 48 75 à 49 25	
Stock. 10 75 pipes	
Circulation. 575	
Meille de jute. — Calme.	
Dispon. 48 75 à 49 25	Nov-Déc. 53 62 à 53 75
Courant. 48 75 à 49 25	1 ^{er} prem. 53 50 à 54 00
Octobre. 53 62 à 53 75	
Sucres bruts 88°. 45 50 à 46 00	
— 90°. 48 75 à 49 25	
— raffinés. 110 00 à 111 00	
Meille de sucre. — Ferme.	
Dispon. 49 40 à 49 50	Nov-Déc. 50 50 à 51 00
Courant. 49 40 à 49 50	1 ^{er} prem. 50 50 à 51 00
Octobre. 49 40 à 49 50	
Circulation. 300	
Marque de consommation. 150 kil. bruts : 50 50	
— 150 kil. nets : 52 50	
— raffinés. 52 50 à 53 00	
— 1 ^{er} prem. 53 00 à 53 50	
— 2 ^{es} 53 50 à 54 00	
— 3 ^{es} 54 00 à 54 50	
— 4 ^{es} 54 50 à 55 00	
— 5 ^{es} 55 00 à 55 50	
— 6 ^{es} 55 50 à 56 00	
— 7 ^{es} 56 00 à 56 50	
— 8 ^{es} 56 50 à 57 00	
— 9 ^{es} 57 00 à 57 50	
— 10 ^{es} 57 50 à 58 00	
— 11 ^{es} 58 00 à 58 50	
— 12 ^{es} 58 50 à 59 00	
— 13 ^{es} 59 00 à 59 50	
— 14 ^{es} 59 50 à 60 00	
— 15 ^{es} 60 00 à 60 50	
— 16 ^{es} 60 50 à 61 00	
— 17 ^{es} 61 00 à 61 50	
— 18 ^{es} 61 50 à 62 00	
— 19 ^{es} 62 00 à 62 50	
— 20 ^{es} 62 50 à 63 00	
— 21 ^{es} 63 00 à 63 50	
— 22 ^{es} 63 50 à 64 00	
— 23 ^{es} 64 00 à 64 50	
— 24 ^{es} 64 50 à 65 00	
— 25 ^{es} 65 00 à 65 50	
— 26 ^{es} 65 50 à 66 00	
— 27 ^{es} 66 00 à 66 50	
— 28 ^{es} 66 50 à 67 00	
— 29 ^{es} 67 00 à 67 50	
— 30 ^{es} 67 50 à 68 00	
— 31 ^{es} 68 00 à 68 50	
— 32 ^{es} 68 50 à 69 00	
— 33 ^{es} 69 00 à 69 50	
— 34 ^{es} 69 50 à 70 00	
— 35 ^{es} 70 00 à 70 50	
— 36 ^{es} 70 50 à 71 00	
— 37 ^{es} 71 00 à 71 50	
— 38 ^{es} 71 50 à 72 00	
— 39 ^{es} 72 00 à 72 50	
— 40 ^{es} 72 50 à 73 00	
— 41 ^{es} 73 00 à 73 50	
— 42 ^{es} 73 50 à 74 00	
— 43 ^{es} 74 00 à 74 50	
— 44 ^{es} 74 50 à 75 00	
— 45 ^{es} 75 00 à 75 50	
— 46 ^{es} 75 50 à 76 00	
— 47 ^{es} 76 00 à 76 50	
— 48 ^{es} 76 50 à 77 00	
— 49 ^{es} 77 00 à 77 50	
— 50 ^{es} 77 50 à 78 00	
— 51 ^{es} 78 00 à 78 50	
— 52 ^{es} 78 50 à 79 00	
— 53 ^{es} 79 00 à 79 50	
— 54 ^{es} 79 50 à 80 00	
— 55 ^{es} 80 00 à 80 50	
— 56 ^{es} 80 50 à 81 00	
— 57 ^{es} 81 00 à 81 50	
— 58 ^{es} 81 50 à 82 00	
— 59 ^{es} 82 00 à 82 50	
— 60 ^{es} 82 50 à 83 00	
— 61 ^{es} 83 00 à 83 50	
— 62 ^{es} 83 50 à 84 00	
— 63 ^{es} 84 00 à 84 50	
— 64 ^{es} 84 50 à 85 00	
— 65 ^{es} 85 00 à 85 50	
— 66 ^{es} 85 50 à 86 00	
— 67 ^{es} 86 00 à 86 50	
— 68 ^{es} 86 50 à 87 00	
— 69 ^{es} 87 00 à 87 50	
— 70 ^{es} 87 50 à 88 00	
— 71 ^{es} 88 00 à 88 50	
— 72 ^{es} 88 50 à 89 00	
— 73 ^{es} 89 00 à 89 50	
— 74 ^{es} 89 50 à 90 00	
— 75 ^{es} 90 00 à 90 50	
— 76 ^{es} 90 50 à 91 00	
— 77 ^{es} 91 00 à 91 50	
— 78 ^{es} 91 50 à 92 00	
— 79 ^{es} 92 00 à 92 50	
— 80 ^{es} 92 50 à 93 00	
— 81 ^{es} 93 00 à 93 50	
— 82 ^{es} 93 50 à 94 00	
— 83 ^{es} 94 00 à 94 50	
— 84 ^{es} 94 50 à 95 00	
— 85 ^{es} 95 00 à 95 50	
— 86 ^{es} 95 50 à 96 00	
— 87 ^{es} 96 00 à 96 50	
— 88 ^{es} 96 50 à 97 00	
— 89 ^{es} 97 00 à 97 50	
— 90 ^{es} 97 50 à 98 00	
— 91 ^{es} 98 00 à 98 50	
— 92 ^{es} 98 50 à 99 00	
— 93 ^{es} 99 00 à 99 50	
— 94 ^{es} 99 50 à 100 00	
— 95 ^{es} 100 00 à 100 50	
— 96 ^{es} 100 50 à 101 00	
— 97 ^{es} 101 00 à 101 50	
— 98 ^{es} 101 50 à 102 00	
— 99 ^{es} 102 00 à 102 50	
— 100 ^{es} 102 50 à 103 00	

COTE OFFICIELLE DU 16 SEPTEMBRE
(Cinq heures du soir)

Cote officielle	
Neuf-Marchés (159 kil.)	49 00 à 49 50
Colza sans fil	61 00 à 61 50
— en tonnes	61 00 à 61 50
— dégrainé	61 00 à 61 50
— épuré en tonnes	71 00 à 71 50
— disponible en tonnes	57 25 à 57 50
— en tonnes	58 25 à 58 50
10 degrés l'hectolitre (nues)	48 00 à 48 50
Brut, les 99 degrés	45 50 à 46 00
— les 98 degrés	45 25 à 45 50
Blanc type n° 3	48 50 à 49 00
Raffiné blanc sort	110 00 à 110 50
— belle sorte	111 00 à 111 50
Certificat de sortie	50 00 à 50 50
Melasse de fabrication	18 00 à 18 50
— de raffinerie	18 00 à 18 50
Suifs	
Frais, hors Paris	71 00 à 71 50
Beufs Plata	71 00 à 71 50
Suifs en branches	50 25 à 50 50

Moyenne des cotes officielles des alcools pendant la semaine du 29 au 5 sept. : 49.37.

Farines Douze-Markes	
Nous cotons à 12 h. 1/2 :	
Livraison Septembre	49 25 à 49 50
— Octobre	49 25 à 49 50
— Novembre-décembre	49 25 à 49 50
— 4 de Novembre	49 25 à 49 50
— 1 ^{er} premiers mois	50 00 à 50 25
Nous cotons à 2 heures :	
Livraison Septembre	49 50 à 50 00
— Octobre	49 50 à 50 00
— Novembre-décembre	49 50 à 50 00
— 4 de Novembre	49 50 à 50 00
— 1 ^{er} premiers mois	50 25 à 50 50
Nous cotons à 5 heures :	
Livraison Septembre	49 50 à 50 00
— Octobre	49 50 à 50 00
— Novembre-décembre	49 50 à 50 00
— 4 de Novembre	49 50 à 50 00
— 1 ^{er} premiers mois	50 50 à 51 00

MOUVEMENT DES GARES ET BATEAUX

La Chapelle. — Arrivages du 15 sept. : 560 sacs indiennes et 307 sacs belges. Stock : 4.000 sacs indiennes et 2.100 sacs belges.

Batignolles. — Arrivages du 15 sept. : 1.000 sacs et 1.670 paniers. — Livraisons : 1.200 sacs, 650 balles et 1.550 paniers. — Stock : 8.843 sacs, 33.031 paniers et 10 boucaux.

Pétrole	
Prix fermement tenus.	
Disponible	49 00 à 49 50
Livraison	49 00 à 49 50
Essence de 700 à 710, disp.	49 00 à 49 50
— livr.	49 00 à 49 50
On cote, au détail, l'hectolitre :	
Pétrole raffiné disponible	39 00 à 39 50
— livr.	39 00 à 39 50
Marque Lucifère, prise à Paris ou Rouen :	
Disponible	40 00 à 40 50
Livraison	40 00 à 40 50
Essence lavée disponible	37 00 à 37 50
— livr.	37 00 à 37 50

MARCHÉ DE LA VILLETTE
du jeudi 17 septembre 1885

Marché de la Villette	
Cours officiels	
Aménagés	
Vendus	
1 ^{re} Qualité	
2 ^e Qualité	
3 ^e Qualité	
Prix extrêmes	
Bœufs	2.143 1.699 1.10 1.34 1.14 1.06 à 1.54
Vaches	1.099 892 1.44 1.26 1.08 1.04 à 1.48
Taureaux	255 204 1.22 1.12 1.04 0.94 à 1.26
Veaux	1.368 1.170 1.42 1.24 1.02 1.05 à 1.72
Moutons	14.913 13.540 1.76 1.56 1.36 1.26 à 1.82
Porcs	4.913 4.680 1.32 1.24 1.22 1.10 à 1.36
Peaux de mouton en laines 3 50 à 4 50	
— demi-laines 1 50 à 3 25	

RENSEIGNEMENTS UTILES

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

DECLARATIONS DE FAILLITES

Jugements du 15 septembre 1885

BOUTIFERT, ancien limonadier, place Valois, 6.

Juge-commissaire, M. Lévay.

Syndic provisoire, M. Lisvot, 33, rue St-André-des-Arts.

BOULANGER, fabricant de tiges piquées, passage Bonin, 15.

Juge-commissaire, M. Lévay.

Syndic provisoire, M. Barbois, 9, boulevard Sébastopol.

LAPIERRE, entrepreneur de travaux publics, rue Michel-Bey, 102.

Juge-commissaire, M. Girard.

Syndic provisoire, M. Bonneau, 6, rue de Savoie.

SAUVIGNER, négociant en vins, rue de Bondy, 64.

Juge-commissaire, M. Plaquein Thomas.

Syndic provisoire, M. Plaquein, 4, rue Serin-Poirée.

DURU, marchand de vins en détail, rue de la Rouquette, 9.

Juge-commissaire, M. Germain Thomas.

Syndic provisoire, M. Châte, 7, boulevard St-Michel.

PERRIN, marchand de chaussures, rue de la Chapelle, 74.

Juge-commissaire, M. Falco.

Syndic provisoire, M. Ponchelet, 12, rue Chanoinesse.

VELLA, ancien marchand de vin restaurateur, rue des Entrepreneurs, 5.

Juge-commissaire, M. Falco.

Syndic provisoire, M. Plaquein, déjà nommé.

DIGON, cordonnier, rue de Rennes, 83.

Juge-commissaire, M. Falco.

Syndic provisoire, M. Bernard, 47, rue St-André-des-Arts.

BOUYER, marchand tailleur, boulevard Bonne-Nouvelle, 3.

Juge-commissaire, M. Falco.

Syndic provisoire, M. Châte, déjà nommé.

ROLLAND, entrepreneur de maçonnerie, faubourg Saint-Denis, 101.

Juge-commissaire, M. Lévay.

Syndic provisoire, M. Sauvalle, 25, quai des Grands-Augustins.

PETITJEAN, épicer, avenue de St-Ouen, 94.

Juge-commissaire, M. Girard.

Syndic provisoire, M. Bousard, 49, rue Saint-André-des-Arts.

DECES

DU 15 SEPTEMBRE 1885

Premier arrondissement. — M. Beyraud, 69 a., rue Saint-Hippolyte, 138.

Deuxième arrondissement. — M. Martin, 42 a., rue Sainte-Anne, 64. — M. Goy, 27 ans, rue St-Denis, 130. — M. Cognet, 60 ans, égl. Notre-Dame-des-Victoires.

CHEMINS DE FER DE L'OUEST

Quatrième arrondissement. — Mme Guillemot, 57 ans, rue Censier, 13 bis. — Mme Marc, 34 ans, rue Moutetard, 26. — M. Lhelgouarn, 71 ans, rue de l'Anneau, 12.

Sixième arrondissement. — Mme Vve Barthelet, 66 ans, rue Visconti, 9. — M. Billaud, 26 a., rue Mabillon, 10.

Septième arrondissement. — M. Picard, 32 a., rue de Sèvres, 42.

Huitième arrondissement. — M. Decharnat, 49 ans, rue d'Amsterdam, 33. — M. Dupuis, 81 ans, rue Chapal, 20.

Dixième arrondissement. — M. Duparchy, 32 ans, rue Chabrol, 21. — Mme Creux, 30 ans, rue Chabrol, 20. — M. Gillot, 65 ans, rue St-Martin, 129. — M. Martin, 50 ans, rue du St-Martin, 205.

Onzième arrondissement. — M. Provost-Dumarchais, 28 ans, imp. Truillot, 14. — Mme Lamez, 27 ans, rue Amelot, 8. — Mme Vve Chabrol, 8 ans, rue St-Louis, 91. — M. Pons, 37 ans, rue Godefroy-Cavaignac, 33.

Douzième arrondissement. — M. Gautier, 39 a., rue de Reuilly, 54.

Treizième arrondissement. — M. Fainot, 43 a., rue de Coppel, 12.

Quatorzième arrondissement. — Mme Megret, 42 ans, rue de Valenciennes, 80. — Mme Vve Polier, 48 ans, rue du Commandeur, 12. — M. Hodec, 52 ans, rue Vandamme, 38. — M. Collin, 36 ans, rue de l'Ouest, 53. — Mme Vve Duprat, 60 ans, pge Didot, 22.

Quinzième arrondissement. — Mme Lacombe, 31 ans, rue du Commerce, 20. — M. Saubier, 48 ans, rue Frémont, 22. — M. Baquet, 33 ans, rue Lecourbe, 34. — M. Payen, 39 ans, rue Saint-Lambert, 1. — M. Bessicaud, 33 ans, bd de Grenelle, 181.

Seizième arrondissement. — Mme Vve Duval, 72 ans, Chausse-de-la-Maison, 6. — Mme Vve Pasturin, 72 ans, rue Jean-Baptiste, 2.

Dix-septième arrondissement. — Mme Simon, 77 ans, imp. Jacquemont, 5.

Dix-huitième arrondissement. — Mme Georges, 52 ans, cité des Bains, 14. — M. Pélat, 27 a., bd de Clichy, 98. — M. Boiteux, 41 ans, rue des Poissonniers, 12. — M. Guyard, 71 ans, rue de la Marquise, 13.

Vingtième arrondissement. — Mme Noël, 64 a., rue Julien-Lacroix, 51. — Mme Vve Imail, 72 a., rue Elisa-Borey, 17. — M. Sarrazan, 57 ans, rue des Halles, 2. — M. Delamarre, 46 ans, rue de la Roche, 18. — M. Bernard, 32 ans, rue des Plâtres, 9. — M. Faber, 50 ans, rue Alexandre-Dumas, 90. — Mme Vve Bizon, 67 ans, rue de Valenciennes, 58. — M. Chauvin, 54 ans, rue du Sentier des Falaises, 13.

CHEMINS DE FER DE L'OUEST

Afin de faciliter le retour des baigneurs, la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest mettra en circulation, du 29 septembre au 3 octobre, des trains spéciaux de retour, desservant Gisors, Bernières, Saint-Aubin-sur-Mer, Langrune, Luc-sur-Mer, Trouville, Le Havre, Fécamp, Etretat (les Iles) et Saint-Valéry-en-Caux. Ces trains seront directs des points de départ sur Paris et ne prendront ni ne laisseront de voyageurs en route.

SPECTACLES

du 17 Septembre

Opéra, 8 h. 1/2. — Relâche.

Français, 8 h. 3/4. — Ruy Blas.

Opéra-Comique, 8 h. 1/2. — Carmen.

Odéon, 8 h. 1/2. — Macbeth.

Gymnase, 7 h. 3/4. — Le Maître de Forges.

Palais-Royal, 8 h. 1/2. — Les Petites Voisines.

Vaudeville, 8 h. 1/4. — Bébé.

Variétés, 7 h. 1/2. — Le Naufrage de M. Godel.

Nouveautés, 8 h. 1/4. — La Cantinière.

Folies-Dramatiques, 8 h. 1/2. — Les Petits Mousquetaires.

Renaissance, 8 h. 1/2. — Le Procès Veauradieux.

Gaité, 8 h. 1/2. — Le Grand Mogol.

Menus-Plaisirs, 8 h. 1/2. — La Mascotte.

Ambigu, 8 h. 1/2. — Louis XVI et Marie-Antoinette.

Nations, 8 h. 1/2. — La Pieuvre.

Cluny, 8 h. 1/2. — 115, rue Pigalle.

Beaumarchais, 8 h. 1/2. — Pierre Pascal.

Eden-Théâtre, rue Aubert, près l'Opéra. — 8 h. 1/4. — Messalina, grand ballet historique.

Hippodrome. — Tous les soirs à 8 h. 1/2; dimanches, jeudis et fêtes, matinée à 3 h.

Cirque d'été. — Tous les soirs, à 8 h. 1/2, exercices équestres.

Folies-Bergère, 8 h. 1/2. — Tous les soirs, divertissements, pantomimes, gymnastes.

Midiard, boulevard de Strasbourg, 8 h. — Concert varié.

Concert Parisien, 37, faubourg Saint-Denis, 10, rue de Valenciennes, à 8 heures. — Tous les soirs, spectacle varié. Matinées : dimanches et fêtes.

Scala, 8 h. — Spectacle-concert tous les soirs.

Robert-Houdin, 8 h. 1/2. — Magie par Dickson.

Musée Grévin (boulevard Montmartre). — Ouvert tous les jours de 1 heure à 11 heures du soir; dimanches et fêtes de 11 heures du matin à 11 heures du soir.

Eden-Musée, 17, boulevard de Strasbourg. — Spectacle-concert. — Figures de cire.

Panorama de la Prise de la Bastille. — Au pont d'Anvers.

Panorama. — Constantinople, vue prise de la Corne d'Or (Champs-Élysées, côté gauche).

CHEMINS DE FER DE L'OUEST

EXCURSION A LA MER

Train de plaisir de Paris au Havre

Aller et retour : 3^e classe, 10 fr.; 2^e classe, 13 fr.

Aller : Départ de Paris (Saint-Lazare), samedi 20 septembre 1885, à 9 h. 30 soir.

Retour : Départ du Havre, lundi 28 septembre 1885, à 7 h. 50 soir.

On délivre des billets à dater du mercredi 16 septembre :

Aux gares Saint-Lazare et Montparnasse (bureau des correspondances) : rue de Valenciennes, 27; rue de la Chapelle, 7; place Saint-André-des-Arts, 9; rue Hauteville, 2; rue du Boulou, 17; rue du Quatre-Septembre, 10; rue Sainte-Anne, 4, 6 et 8; rue Molière, 7, et place de la Bastille (bâtiment du chemin de fer de Vincennes).

On trouve également des billets, boulevard Saint-Denis, 20, et chez MM. Th. Cook et fils, rue Scribe, 9; au Grand-Hôtel et à l'Agence Lubin, boulevard Haussmann, 36.

La Compagnie ne peut disposer de d'un nombre limité de billets.

Les deux coupons d'un billet d'aller et retour ne sont valables que la condition d'être utilisés par la même personne.

Les bagages que les voyageurs peuvent, sans inconvénient, conserver dans les voitures, sont seuls admis dans ce train.

Les billets n'étant délivrés que pour le train spécial de plaisir, le porteur ne peut s'arrêter à aucun point intermédiaire du voyage, sous peine de perdre son droit au prix réduit et d'avoir à payer le trajet qu'il aurait effectué au prix du tarif ordinaire.

Tout voyageur qui ne pourra présenter son billet à l'arrivée devra payer le prix de sa place d'après le tarif ordinaire.

* Nota. — L'entrée des trains de plaisir à la gare Saint-Lazare est dans la grande salle des Pas-Perdus de la banlieue.

CHEMINS DE FER DE L'OUEST

Train de plaisir de Paris au Havre

Aller et retour : 3^e classe, 10 fr.; 2^e classe, 13 fr.

Aller : Départ de Paris (Saint-Lazare), samedi 20 septembre 1885, à 9 h. 30 soir.

Retour : Départ du Havre, lundi 28 septembre 1885, à 7 h. 50 soir.

On délivre des billets à dater du mercredi 16 septembre :

Aux gares Saint-Lazare et Montparnasse (bureau des correspondances) : rue de Valenciennes, 27; rue de la Chapelle, 7; place Saint-André-des-Arts, 9; rue Hauteville, 2; rue du Boulou, 17; rue du Quatre-Septembre, 10; rue Sainte-Anne, 4, 6 et 8; rue Molière, 7, et place de la Bastille (bâtiment du chemin de fer de Vincennes).

On trouve également des billets, boulevard Saint-Denis, 20, et chez MM. Th. Cook et fils, rue Scribe, 9; au Grand-Hôtel et à l'Agence Lubin, boulevard Haussmann, 36.

La Compagnie ne peut disposer de d'un nombre limité de